

Sommaire

Actualités du MMAISP

La ministre Raymonde Goudou célèbre le 1er anniversaire de "Milié"

Le Matin - mercredi 12 février 2020

Fonctionnaires

Les syndicats de la santé en colère contre le Pca de la Mugefci

Le Nouveau Réveil - jeudi 13 février 2020

Politique

Gon Coulibaly va inaugurer plusieurs infrastructures

Fraternité Matin - jeudi 13 février 2020

"Il n'y aura rien, tout se passera dans la paix"

Fraternité Matin - jeudi 13 février 2020

Les ministres de la Santé de la CEDEAO se réunissent en urgence demain

Le Patriote - jeudi 13 février 2020

Amedé Kouakou lance les travaux de la voirie et du reprofilage des routes en terre

Le Mandat - jeudi 13 février 2020

Pourquoi les chefs sont au centre des initiatives

Le Mandat - jeudi 13 février 2020

En séminaire dans le Gbeke, Sidi Touré réaffirme l'objectif du RHDP de remporter les élections 2020 dès le premier tour

La Gazette - jeudi 13 février 2020



Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public

La ministre Raymonde Goudou célèbre le 1er anniversaire de "Milié"



La ministre Raymonde Goudou et ses collaborateurs ont célébré le 1er anniversaire de «Milié»

7 février 2019 - 7 février 2020, le portail du citoyen, deuxième outil de l'Observatoire du Service public, après le call center mais de génération électronique, porté sur les fonts baptismaux en 2019 par le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, «Milié » a aujourd'hui un an. Ce premier anniversaire de cet enfant dont l'ambition est de favoriser et de pro-mouvoir un dialogue constructif entre les administrations d'une part et d'autre part entre les administrations et les citoyens ou usagers- clients, avec des méthodes modernes et des solutions de plus en plus pratiques pour la satisfaction des besoins, a été célébré de façon symbolique lundi autour du Dr Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Pu-blic. Une sympathique cérémonie au cours de laquelle, la ministre en charge du Département de la Modernisation de l'Administration a réaffirmé sa volonté de transformer l'Administration ivoirienne, grâce au portail du citoyen qu'elle rêve devenir le guichet unique de l'Administration publique ivoirienne : « Je souhaite avec le soutien du gouvernement, obtenir du Président de la République SEM Alassane Ouattara, que Milié soit le portail national de notre Administration. » Le Dr Raymonde Goudou Coffie a des raisons objectives de légitime fierté, d'autant que les statistiques présentées par Kouadio Roxane, responsable de l'Observatoire du Service Public sont éloquentes. De janvier à mi- février, ce ne sont rien que pour le portail du citoyen 400 requêtes enregistrées et pour l'ensemble des canaux de saisine de milié (tchat, smartphone, etc) 1500 requêtes contre 2000 requêtes pour toute l'année 2019. Ces requêtes ou demandes sont traitées en moins de 72 heures et l'Osep enregistre 100 requêtes par jour. Les usagers-clients, relève le Directeur de l'Osep, ont fini par prendre le pli, grâce à une confiance dans les outils de cette structure, dont les agents avec la collaboration des autres ministères et des séances

de formations disposent de bases de données importantes et des capacités nécessaires pour mieux tenir leur rôle de backoffice. Les usagers-clients sont de plus en plus satisfaits et ils se sont habitués aux procédures de saisine du portail du citoyen. Avec 179 rejets en 2019 du fait de dossiers incomplets, Kouadio Roxane dont la structure n'a pas encore enregistré de rejet pour ce début d'année, veut relever le défi de zéro rejet pour 2020. Pour ce faire, elle a décidé d'entreprendre une tournée d'information et de sensibilisation début mars dans 8 localités à l'intérieur du pays entre autres Toumodi, Yamoussoukro, Korhogo ; Et de faire un focus sur les responsables des collectivités locales. Le Chef de Cabinet Emmanuel Zahoui Lebié a engagé tout le personnel à une prise de conscience véritable des enjeux pour cette année où le ministère a d'importants chantiers à conduire et à réaliser. Il a pour ce faire indiqué que les différentes directions sont en train de peaufiner leurs plans de travail annuel qui seront consignés dans une matrice consensuelle budgétisée et qui servira de boussole pour toutes les activités de l'année.

Arrimage CMU-Mugefci / Les prestations de la Couverture maladie universelle (Cmu) et la question de l'arrimage Cmu-Mugefci n'ont pas fini d'alimenter les réactions des différents acteurs de la chaîne de mise en œuvre et les assurés sociaux.

Les syndicats de la santé en colère contre le Pca de la Mugefci



Mesmin Comoé.

Les prestations de la Couverture maladie universelle (Cmu) et la question de l'arrimage Cmu-Mugefci n'ont pas fini d'alimenter les réactions des différents acteurs de la chaîne de mise en œuvre et les assurés sociaux. Hier mercredi, les syndicats de la santé, dont la Coordisanté, le Synacass-Ci et de la Plateforme Santé ont fait une déclaration commune sur lesdits sujets et ce, à l'attention de la direction de la Cnam, le conseil d'administration de la Mugefci, des fonctionnaires et agents de l'Etat et des personnels de

santé. Depuis le 1er octobre, date du début des prestations de la Couverture maladie universelle, les professionnels de la santé ont relevé plusieurs griefs après des investigations menées pour comprendre la grogne des fonctionnaires sur cette assurance. Devant le tableau de confusion au démarrage des prestations de la Cmu, mettant en péril la santé et la vie des fonctionnaires privés de soins, Boko Kouaho, au nom des 3 formations syndicales, s'est attardé sur les dysfonctionnements dus à la Mugefci et son PCA, Mesmin Comoé. Sur le dossier de la Cmu que la Mugefci maîtrise depuis 2014, « nous sommes étonnés du comportement du PCA, Mesmin Comoé. D'où notre réaction en dénonçant la mauvaise foi manifeste du Pca. Il n'entretient pas de franche collaboration avec la Cnam : alors qu'il a négocié et obtenu un décret du gouvernement rendant la Mugefci obligatoire pour les fonctionnaires, afin d'éviter l'adhésion volontaire comme toute mutuelle de santé, le PCA Mesmin soutient aux assemblées Générales que la Cmu est venue tuer la Mutuelle des fonctionnaires. Il cache la vérité de la situation financière de la Mugefci aux fonctionnaires : Alors qu'il a exigé et obtenu de l'Etat la prise en compte de la part patronale de 50% des cotisations Cmu de tous les fonctionnaires, et que près de quatre milliards de francs ont déjà été versés à la Mugefci à ce titre ». Et de poursuivre pour ajouter que ce dernier « fait croire aux fonctionnaires que les ressources de la mutuelle sont absorbées à plus de 65% par la CMU. Or en réalité, la CMU ne prend désormais que 500 francs Cfa par fonctionnaire et ayants-droit, soit entre 25 et 30% des cotisations mensuelles ». Il accuse Mesmin Komoé de cacher la vérité sur le contenu de l'arrimage alors que celui-ci « a négocié pour que la Mugefci soit complémentaire de la Cmu, il fait croire aux fonctionnaires que la Cmu est venue diminuer le confort de prestations offertes par la mutuelle. Dans cette complémentarité, la Mugefci ne couvrira que 70% des médicaments non pris en compte par la Cmu. Or en réalité, les 3% de notre salaire reversés habituellement à la Mugefci, n'ont servi qu'à cette seule prestation majeure, servir des médicaments dans les pharmacies privées. Avec la Cmu, ces mêmes 3% donneront accès aux consultations- examens- hospitalisations- accouchements- opérations et aux médicaments dans les hôpitaux publics, puis aux médicaments dans les pharmacies, au même taux de couverture de 70%. Cette plus-value de prestations apportée par la Cmu prouve que depuis longtemps, les

dirigeants de la Mugefci ont grugé les fonctionnaires, en limitant les prestations aux seuls médicaments ». Autre fait « alors que les textes de la mutuelle accordent à chaque mutualiste une carte de membre gratuite lui donnant droit aux prestations statutaires, le Pca viole les textes en imposant une carte de mutualiste dite " intelligente " à dix mille francs cfa. Les fonctionnaires qui ne la détiennent pas, sont volontairement marginalisés et humiliés dans les prestations de soins. Ce qui en rajoute aux difficultés d'accès aux soins depuis le démarrage des prestations de la Cmu. Il reproche aussi au Pca de la Mugefci d'avoir « réduit sans aucune raison le nombre des médicaments habituellement remboursés par la Mugefci. Un arrêté portant sur une liste réduite de 1600 molécules, il n'a transmis aux pharmaciens qu'une liste de 1400 médicaments à servir aux fonctionnaires. « Cette liste secrète est actuellement la première grande cause de rejet des bons des fonctionnaires dans de nombreuses pharmacies » révèle-t-il.

JEAN PRISCA



Visite de travail du Premier ministre dans le Gbôklè / Le chef du gouvernement entame, aujourd'hui, une tournée dans les départements de Sassandra et de Fresco.

Gon Coulibaly va inaugurer plusieurs infrastructures

Inauguration de plusieurs infrastructures

Gon Coulibaly dans le Gbôklè aujourd'hui P.4

Un nouveau marché d'une capacité d'accueil de près de mille places, un débarcadère flambant neuf. Ce sont là deux importantes réalisations qui donnent, aujourd'hui, fière allure à la ville de Sassandra, capitale du Gbôklè (sud-ouest de la Côte d'Ivoire). Au cours de sa visite de travail qui démarre ce jeudi, dans cette région, le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, procédera à l'inauguration officielle de ces infrastructures. Ce sera demain 14 février, deuxième jour de sa visite. Ce même jour, Amadou Gon Coulibaly va également inaugurer le siège du conseil régional. Il s'agit d'un somptueux édifice qui surplombe la ville. Selon le vice-président dudit conseil, Fregbo Basile, ce tout nouveau siège a coûté la coquette somme de 300 millions de FCfa. Ce deuxième jour de la visite du Premier ministre dans le Gbôklè va marquer d'une pierre blanche l'histoire du village d'Arokpa, non loin de Sassandra. En effet, le Premier ministre et sa délégation vont procéder à l'ouverture des vannes pour l'adduction en eau potable dudit village. Ce même jour, à Gbadjéboué (sous-préfecture de Sago), le Chef du gouvernement va mettre sous tension ce village, qui sera désormais connecté au réseau électrique national. Et amener ses habitants à bénéficier des bienfaits du courant électrique. Par ailleurs, à Sassandra, le Premier ministre lancera les travaux de bitumage des artères de la ville. Selon les estimations au sein du Conseil régional, Sassandra va bénéficier d'une dizaine de kilomètres de bitume.

Rencontres et meetings Aujourd'hui, premier jour de sa visite, Amadou Gon Coulibaly va donner le coup de pioche qui marque le top départ des travaux de bitumage de la ville de Fresco, dans la matinée. Selon plusieurs sources, au sein du Conseil régional, cette ville bénéficiera de cinq kilomètres de bitume. Dans l'après-midi, il procédera au lancement des travaux de l'extension du réseau électrique de la ville. Dans le même registre, Gon Coulibaly va mettre sous tension le réseau électrique de Zakaréko. Le volet politico-social de cette visite officielle sera marqué par une série de rencontres avec différentes couches sociales de la région, ainsi que des meetings. Au niveau des rencontres, selon un communiqué de la Primature, le Chef du gouvernement aura, le premier jour de sa visite, des concertations avec les élus locaux et cadres, les chefs de village et les chefs de communautés de Fresco. Sur son agenda, il est également prévu une rencontre avec les jeunes et les femmes à la résidence du préfet. Le Chef du gouvernement foulera le sol de Sassandra en fin d'après-midi, aujourd'hui. Ici aussi, il est marqué en bonne place sur son agenda une audience avec les chefs de village, ainsi que les chefs de communautés de la localité. Le lendemain, il va rencontrer les élus et cadres, ainsi que les jeunes et femmes de Sassandra. Amadou Gon Coulibaly animera deux meetings dans le Gbôklè. Le premier à Fresco, à la Place de la préfecture, autour de midi. Sassandra accueillera le meeting de clôture, le samedi 15 février. Cette rencontre qui aura lieu non loin de l'ancien marché sera marquée par plusieurs allocutions. Entre autres, celles de Philippe Legré, président du Conseil régional et porte-parole des populations, du député Fregbo Basile, en qualité de président du comité d'organisation. Le discours le plus attendu sera, sans doute, celui de l'hôte de la région, Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre.

MARCEL APPENA



Élection présidentielle de 2020 / Raymonde Goudou rassure..

“Il n’y aura rien, tout se passera dans la paix”



savoir Toumodi, Djékanou, Didiévi et Tiébissou.

N'DRI CELESTIN

La Cellule de gestion des élections (Cgel) du Rhdp de la région du Bélier a bénéficié d'une formation sur le processus électoral, à la résidence de la ministre Raymonde Goudou à Toumodi.

En prélude à l'élection présidentielle d'octobre 2020, la ministre Raymonde Goudou Coffi e, coordonnatrice du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) pour la région du Bélier, a initié, le 8 février 2020, une formation au profit des membres de la Cellule de gestion des élections locales (Cgel). Cette séance de renforcement des capacités, qui a eu lieu à la résidence de la coordinatrice régionale du Rhdp à Toumodi, vise à mieux outiller les membres de la Cgel, à l'effet de leur permettre de maîtriser tout le processus électoral. De sorte à encadrer efficacement les électeurs et à minimiser les déperditions de voix, ainsi que les fraudes au cours du scrutin. Il s'agit, en gros, selon la ministre, de les amener à s'approprier l'esprit de l'élection. C'est pourquoi, avant d'ouvrir les travaux de cette formation, la première responsable du Rhdp du Bélier a exhorté les participants à s'approprier les contenus, les résolutions et les recommandations de ladite formation. En ce qui concerne la tenue des élections de 2020, elle en a profité pour rassurer quant au déroulement paisible du scrutin, comme promis aux populations par le Président Alassane Ouattara lui-même, à plusieurs reprises. Quant au coordonnateur associé, Dr Kouamé David, il a fait remarquer que cet atelier vient à point nommé parce qu'il donnera des armes supplémentaires au Rhdp pour mieux appréhender l'élection présidentielle. Les participants sont venus des quatre départements qui composent la région du Bélier, à

CORONAVIRUS / HARMONISATION, COORDINATION ET PRÉPARATION DE LA RIPOSTE RÉGIONALE

Les ministres de la Santé de la CEDEAO se réunissent en urgence demain

Coronavirus

Les ministres de la Santé de la Cedeao se réunissent demain à Bamako

Dans le cadre de son plan de préparation et de réponse à l'épidémie du nouveau Coronavirus (Covid-19), l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) en collaboration avec le ministère de la Santé du Mali, organise le 14 février 2020 à Bamako, au Mali, une coordination régionale de haut niveau et une approche commune de préparation pour les pays membres de la CEDEAO. En effet, le 30 janvier 2020, le directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a déclaré que l'épidémie de Covid-19 constitue une urgence de santé publique de portée internationale. L'OMS signale aussi que le risque est très élevé en Chine, élevé au niveau régional et élevé au niveau mondial, y compris dans la région de la CEDEAO. Concernant la transmission interhumaine associée à la propagation rapide dans un contexte de mondialisation, il devient urgent pour chaque pays de mettre en place des outils de surveillance et de diagnostic ciblant le nouveau coronavirus afin de mieux préparer la réponse à d'éventuels cas ou foyers. C'est dans ce contexte que l'OOAS organise cet important forum afin de renforcer les capacités des entités nationales et régionales de la région de la CEDEAO en matière de surveillance, de prévention et de détection précoce des épidémies du Covid-19. L'objectif visé par cette réunion de haut niveau est d'harmoniser les stratégies régionales de préparation à la prévention, à la détection précoce et au contrôle du Covid-19. Les ministres en charge de la Santé des 15 pays de l'espace CEDEAO profiteront de cette occasion pour évaluer l'état de préparation régional et national en termes de surveillance, de gestion des cas, de prévention et de contrôle des infections, de laboratoires et de communication des risques. Au menu de leurs discussions

figurent aussi l'identification des besoins et les défis liés à cette épidémie, de même que la fourniture des lignes directrices et des orientations régionales pour la prévention, la détection précoce et le contrôle du Covid-19. Rappelons qu'à ce jour, aucun cas n'a été confirmé dans la région de la CEDEAO. L'OOAS à travers le Centre Régional de Surveillance et de Contrôle des Maladies, continue à assurer la coordination avec les États membres en vue du partage en temps réel d'informations sur l'épidémie, de l'amélioration de la communication entre les pays et pour que les capacités de surveillance au niveau des aéroports des pays soient renforcées, en particulier dans les aéroports internationaux de la région accueillant des vols directs en provenance de la Chine et des autres pays affectés. Notons enfin, qu'en collaboration avec le Centre africain du contrôle des maladies (CDC), le nombre des laboratoires régionaux de référence dédiés au diagnostic des coronavirus passe de deux à cinq afin d'élargir l'accès de nos États membres aux infrastructures de diagnostic biologique rapide. Les personnels de laboratoire de quatre (4) États Membres (La Gambie, Ghana, Côte d'Ivoire et Nigéria) ont également été formés au diagnostic du Covid-19 et équipés en collaboration avec l'institut Pasteur de Dakar, au Sénégal.

Région des Grands-ponts / Plus de 5 milliards FCFA d'investissements

Amedé Kouakou lance les travaux de la voirie et du reprofilage des routes en terre

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

5 milliards FCFA d'investissements pour la région des Grands ponts



● 1 521 km de routes à traiter

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Kouakou a procédé le mercredi 12 février 2020, au nom du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, au lancement des travaux de reprofilage des routes en terre et de la voirie dans la région des Grands-ponts. C'était à l'esplanade de la cour de la mairie de GrandLahou, en présence du ministre Isaac Dé.

Le réseau routier de la capitale de la cité des trois (3) eaux, connaîtra un aménagement significatif. En effet, dans son souci de relier les régions et les départements entre eux, le Gouvernement ivoirien a décidé de mettre en œuvre un vaste programme de réhabilitation du bitume et de reprofilages des pistes. Cette activité de GrandLahou s'inscrit dans ce cadre. Au titre de ce programme, ce sont

307 km de routes revêtues et 1 214 km de routes en terre, pour un total réseau de 1 521 km, d'un coût estimé à 2 516 617 660 FCFA qui seront réalisées. Le Programme d'entretien routier 2019-2020 comprendra des travaux de reprofilage lourd et de traitement des points critiques. Il portera sur 70,20 km de réseau en terre. Le montant total de ces travaux est estimé à 813 874 692 FCFA. En ce qui concerne les travaux de reprofilage léger, ils s'effectueront sur 364,30 km du réseau en terre. Leur coût : 321 319 461 FCFA. Dans la catégorie des travaux d'entretien point-à-point, on note l'axe Dabou-Sikensi long de 48 km, qui bénéficiera des travaux à hauteur de 1 115 509 516 FCFA. Si la route précède le développement, des travaux de construction de quatre (4) ouvrages hydrauliques sont également prévus dans le département de Dabou, d'un montant d'environ 265 913 991 F CFA. Ce sont donc les départements de Dabou, Grand Lahou et Jacqueville qui en sont les grands bénéficiaires. Long de 82 000 km, le réseau routier ivoirien comporte un peu plus de 7 000 km revêtus et 75 000 km en terre. Il permet d'assurer plus de 90% des échanges dans le domaine des transports. Mais ces routes ont besoin d'entretien. Ce à quoi s'attèle l'AGERROUTE depuis 2012, en élaborant un programme d'entretien du réseau routier classé. Dr Amedé Kouakou a souhaité que le LBTP, structure chargée de la qualité, veille à offrir aux populations, des infrastructures de qualité qui puissent durer longtemps. « L'entretien du réseau permet d'apporter une réponse à la question de la cherté de la vie, car une route peu entretenue ne facilite pas l'accès et l'évacuation efficace des produits agricoles vers les centres de commercialisation. Ce qui crée des pénuries sur le marché avec pour conséquence, la hausse des denrées alimentaires. C'est pourquoi, l'une des mesures du PS-Gouv prévoit l'entretien de milliers de routes en terre sur l'ensemble du territoire national sur la période 2019-2020 », a indiqué Amedé Koffi Kouakou. Ces travaux auront pour mérite d'améliorer significativement le trafic routier dans cette région. Les marchés ont été répartis entre quatre (4) PME nationales redistribués à 261 locales. Ce programme se préoccupe donc des PME en leur attribuant des tâches afin qu'elles acquièrent de l'expérience, tout en permettant à des milliers de jeunes d'avoir du travail et de se prendre en charge. Dr Amédé Kouakou a surtout exigé la fermeté et la rigueur aux structures en charge des travaux et du suivi et évaluation. Car, dira-t-il, les résultats attendus seront scrutés avec la plus grande attention. Surtout que l'objectif du programme est de produire une croissance

économique encore plus inclusive afin que les Ivoiriens constatent que tout le monde est pris en compte par le Gouvernement. Il a invité les préfets à être les gendarmes du Gouvernement sur ce projet dans leurs différentes localités et de rendre compte de tous les manquements dans l'exécution de ces travaux. Poursuivant, il a fait cette sévère mise en garde: « Je serai très intransigeant vis-à-vis de certains manquements observés ». Aux populations, il a demandé de soutenir et d'accompagner la politique du Gouvernement. Avant lui, Sylvain Usher, 3ème adjoint au maire a souhaité la bienvenue. Il est revenu au porte-parole des populations de louer les efforts du Gouvernement avant de présenter certaines doléances. A quelques encablures de là, précisément à Dabou, Amedé Kouakou a donné le premier coup de pioche des travaux de la voirie de la ville. Ce sont 10 km de routes offertes à la capitale du Leboutou, pour redonner à la ville son lustre d'antan. La chaussée est prévue durer 15 ans au moins, si elle est bien tenue. « La Côte d'Ivoire est en chantier, elle est au travail, la Côte d'Ivoire avance », s'est réjoui le ministre Amédé Kouakou. Une manne bien accueillie par le premier magistrat de la commune, Gnagne Jean-Claude et les populations qui passent de 5km de bitume à 10.

AYMAR DEDI



Présidentielle 2020, stabilité politique, cohésion sociale / La mission que leur confie Ouattara

Pourquoi les chefs sont au centre des initiatives

**ELECTIONS APAISÉES,
COHÉSION SOCIALE...**

**Les têtes couronnées
au centre d'un
processus clé**



**● Ce qu'ils font réellement
sur le terrain**

Dans les sociétés traditionnelles, les rois et les chefs traditionnels jouaient un rôle prégnant dans la gestion de leurs communautés. Aujourd'hui, ils gardent encore une influence auprès des siens et bénéficient d'une écoute attentive des pouvoirs publics. Apolitiques, ils peuvent aborder certains sujets qui sont pour la classe politique, comme de la matière inflammable. Leurs rôles et leur expertise dans la consolidation de la cohésion sociale sont de plus en plus réaffirmés.

Dans le contexte sociopolitique actuel, les chefs coutumiers, de communautés et religieux sont au centre de plusieurs démarches soit pour rapprocher des leaders, soit pour œuvrer à la cohésion dans une région et par ricochet dans tout le pays. On peut le dire, les chefs traditionnels et les guides religieux ne se tournent pas les pouces. Dans les querelles politiques qui font d'ailleurs aussi vivre la démocratie, ils sont mis à rude contribution. Au moment où le pays s'apprête à aller aux élections, ils sont de plus en plus en plus sollicités pour arbitrer des

conflits, apaiser les tensions et travailler à faire du "vivre ensemble" une réalité. Grâce à leur grande sagesse, leur influence sur leurs communautés et leur posture apolitique, les têtes couronnées sont d'une grande importance en cette période que traverse le pays. Où des observateurs avertis de la scène politique ivoirienne expriment quelques appréhensions par rapport aux joutes électorales à venir. Le Président de la République Alassane Ouattara, conscient de ce rôle capital qu'ont les chefs traditionnels et les chefs de communautés, a fait de la chambre nationale des rois et des chefs traditionnels, une Institution de la République. Ce, depuis la Constitution de la 3ème République.

Ce que font les rois et chefs traditionnels Déjà en 2015, le chef de l'Etat avait souligné l'importance de cette chambre nationale des rois et des chefs traditionnels dans la reconstitution du tissu social. « La Côte d'Ivoire est en paix grâce à la contribution positive des Chefs traditionnels que vous êtes et dont le rôle de médiateurs sociaux nous a permis de ressouder le tissu social, de réinstaurer la confiance entre les ivoiriens en les amenant, à nouveau, à vivre ensemble. La Chambre Nationale des Rois et Chefs traditionnels que nous venons de mettre en place, ici même, à Yamoussoukro, il y a quelques jours, renforcera votre autorité. Oui, la Côte d'Ivoire est un pays au travail, avec une croissance économique forte et soutenue ; elle est aussi devenue une destination de référence pour tous les investisseurs. Le social est, à nouveau, une réalité dans notre pays, à travers les investissements importants réalisés dans les secteurs sociaux de base et l'accroissement d'année en année des investissements destinés aux plus défavorisés, aux plus pauvres », avait indiqué le Président Ouattara en 2015. Depuis la sortie du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci) du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), ces chefs sont davantage, mis en mission auprès du patron du Pdci afin que ce dernier rejoigne la grande famille des houphouëtistes. Même si Henri Konan Bédié n'a pas encore donné une suite favorable à ces nombreuses sollicitations, les chefs traditionnels, coutumiers et religieux continuent d'œuvrer au rapprochement de filles et des fils du pays. En début du mois de février 2020, le chef de l'Etat Alassane Ouattara a encore affiché sa volonté à œuvrer à l'apaisement en Côte d'Ivoire. Au regard de l'influence de la chefferie en pays baoulé, il a entrepris de rencontrer la Reine de cette Communauté, Nanan Akoua Boni II.



...pour la paix Photo : DR

Ce que les populations tirent de la position des chefs

C'était précisément le samedi 1er février 2020, à Sakassou au cœur du royaume Baoulé en présence des Chefs de canton, de tribus, de villages et des membres de la Cour royale. A cette occasion, le chef de l'Etat a exprimé sa reconnaissance pour les actions de cette Reine en faveur de la cohésion sociale et de la paix. Il lui a, par ailleurs, adressé ses remerciements pour les démarches qu'elle a entreprises en vue de rassembler tous les "enfants" du Président Félix Houphouët-Boigny et a réaffirmé sa disponibilité à œuvrer pour l'aboutissement de cette action. Dans cette logique le Président Ouattara a donné mandat à tous les chefs de réconcilier les Ivoiriens en vue d'une élection apaisée en 2020. Ainsi, dans tous les hameaux, les chefs de village, de communauté et traditionnels portent le message de la paix et de la réconciliation nationale. Ils sont d'autant plus importants dans le contexte actuel, qu'ils ne transmettent pas seulement à leurs communautés des messages qui viennent du sommet de l'Etat. Ils font aussi remonter les informations et les préoccupations des populations aux autorités. Leur position stratégique au plan social, les rend incontournables dans la consolidation de la paix mais aussi dans la résolution des questions qui relèvent de l'amélioration des conditions de vie des populations. Par exemple, lors de la visite du Président Ouattara à Sakassou, les populations ont relevé leurs difficultés. Il s'agit entre autres de la construction d'un commissariat de police et d'un château d'eau à Sakassou, le bitumage de l'axe Tiébissou - Sakassou - Béoumi, la revalorisation du prix d'achat de l'anacarde aux paysans et la lutte contre l'orpaillage clandestin. Le Chef de l'Etat a rassuré les populations sur sa volonté d'agir pour trouver des solutions idoines à ces problèmes et améliorer les conditions de vie de ses concitoyens. On le voit, la position des chefs traditionnels au sein de leurs communautés, est d'autant plus importante que leurs sujets bénéficient très souvent de leur intervention dans la résolution de certains problèmes importants. C'est en partie pour cette raison qu'ils bénéficient encore du respect au sein de leurs communautés. Leur parole est à prendre au sérieux, surtout que l'Etat a renforcé leur rôle en faisant de la chambre des rois et chef traditionnels de Côte d'Ivoire, une Institution de la République. Le chef de l'Etat les met donc régulièrement en mission pour effectuer le travail pour lequel cette chambre existe.

Climat de paix, la priorité des priorités Ainsi les tous les autres membres du Gouvernement emboitent le pas aux

président Ouattara pour créer un climat apaisé à la veille des élections de 2020. C'est, par ailleurs, ce qu'a recommandé le séminaire du Gouvernement qui s'est tenu le lundi 27 janvier 2020. L'action des ministres en vue de favoriser un climat apaisé à l'approche des élections figure au premier rang des priorités. « Les principaux défis à relever en cette année 2020 sont : - assurer la paix et la sécurité sur tout le territoire national, en vue de la tenue d'élections apaisées, au terme d'un processus électoral libre, transparent et démocratique, - poursuivre les grands chantiers en cours de réalisation, en veillant à l'accélération de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement, - poursuivre la gestion rigoureuse des finances publiques, à travers notamment, le suivi du Programme Economique et Financier (PEF) et l'accélération des réformes entreprises dans le cadre de la transformation structurelle de notre économie », peut-on lire le communiqué qui a sanctionné ce séminaire. C'est donc à juste titre, les approches des têtes couronnées afin que les élections à venir ne soient pas l'occasion de trouble. Le samedi 8 février à Kouassiblékro (Bouaké), 350 chefs ont été exhortés le ministre des transports Amadou Koné à travailler pour le maintien de la paix et la cohésion sociale. « Certes, 2020 est une année d'élections. Mais, elle n'est pas celle des troubles et des violences. Le développement est au prix du vivre ensemble prôné par le Président de la République, Alassane Ouattara. Je vous encourage donc à poursuivre vos efforts, afin qu'à partir du Gbêkê, la paix et la stabilité puissent rejaillir sur l'ensemble du pays », at-il dit devant les têtes couronnées. Ces actions, si elles se multiplient à travers tout le pays, peuvent avoir des résultats probants pour que les élections de 2020 se déroulent sans heurts.

PAUL KOUAKOU



PRÉSIDENTIELLE 2020

En séminaire dans le Gbeke, Sidi Touré réaffirme l'objectif du RHDP de remporter les élections 2020 dès le premier tour



Le séminaire de formation des structures opérationnelles en charge des élections a été l'occasion pour le coordonnateur régional d'afficher les ambitions de la coalition au pouvoir relativement à la présidentielle de 2020.

Si l'objectif pour le Rhdp est de remporter la présidentielle du 31 Octobre 2020, la Direction Exécutive Adjointe en charge des élections, elle, est activement sur le terrain pour la formation des acteurs désignés pour l'atteinte de ce résultat. La ville de Bouaké a accueilli pour l'occasion, le samedi 08 février dernier, le séminaire de formation à l'endroit des Cellules de Gestion des Elections (CEGEL), des

coordonnateurs régionaux, départementaux, sous-préfectoraux et communaux de la région du Gbêké. « Ce séminaire mis à notre disposition nous permettra de mieux utiliser les outils digitaux, c'est-à-dire les logiciels développés spécialement par le RHDP, afin de piloter et maîtriser le processus électoral, » a expliqué, le coordonnateur régional, le Ministre Sidi TOURE. « Toutefois, sur le terrain, des délégations éclatées iront dans les semaines à venir, dans tous les départements de notre région, dans toutes les Sous-préfectures pour affiner ces formations » a-t-il ajouté. Convaincu que, seule la mobilisation de proximité et la maîtrise parfaite du processus électoral par la formation de ses militants permettra l'atteinte de l'objectif assigné par son parti, « Le RHDP est le parti qui veut gagner et doit gagner par les urnes et nous nous sommes outillés en conséquence car notre objectif principal est de gagner dès le premier tour, avec nos militants » a déclaré le Porte-parole du Gouvernement. A moins de 8 mois de l'échéance, il a par ailleurs fait que les sélections se passeront de manière apaisée, équitable, sécurisée et ouverte à tous.

A.N.